



Bimensuel de la Ligue vaudoise fondé en 1931

SI QUA FATA SINANT

Fr. 3.50 / Abonnement annuel: 85.- / étudiants: 37.-

Souveraineté numérique en acte

Nous voterons le 28 septembre 2025 sur une nouvelle *loi fédérale sur l'identité électronique et d'autres moyens de preuves électroniques, «loi sur l'e-ID*¹, de son petit nom. L'Union démocratique fédérale (UDF), les Amis de la Constitution et les Jeunes UDC ont fait aboutir le référendum.

Son premier objectif est d'autoriser l'Office fédéral de la Police (FedPol) à émettre un document d'identité électronique (e-ID). Ses titulaires le présenteront au moyen d'une application pour téléphones portables et ordinateurs, elle-même émise par FedPol, déjà responsable de la délivrance et de la surveillance des documents d'identité «en dur». L'Office fédéral de l'informatique et des télécommunications (OFIT) mettra à disposition et exploitera l'infrastructure informatique nécessaire. Le projet parle d'«infrastructure de confiance».

Le deuxième objectif est d'ouvrir à d'autres organisations la possibilité d'émettre des documents associant une identité à un statut juridique, on pense à un diplôme ou une carte de membre.

De nombreux processus administratifs pourront être allégés. Mais l'enjeu est plus large. La dématérialisation du monde que nous subissons pose de réels problèmes d'identification des per-

sonnes qui évoluent dans l'espace cybernétique. Le projet répond d'abord à cela.

L'architecture générale se fonde sur l'approche dite de «l'identité souveraine» (*Self sovereign identity, SSI*), qu'expriment notamment ses références à la notion de confiance, *trust*, au centre de cette vision. Son but est de garantir que le vérificateur d'un document (le kiosquier) peut se fier à la véracité des informations figurant dans le document produit par un émetteur (FedPol) que lui présente un détenteur (l'adolescent de treize ans qui ne pourra, en principe, pas acheter son premier paquet de Marlboro). Ce système ne fonctionnera pleinement qu'à la condition que le détenteur du document soit techniquement en mesure de connaître le contenu de son propre document d'identité (aussi appelé certificat ou certification), les implications et l'historique de son utilisation.

Actuellement, la plupart des portefeuilles de cryptomonnaies fonctionnent selon l'approche SSI. Le projet de loi sur l'e-ID cherche à faire de la Confédération le fournisseur d'un tel système.

Ce «triangle de la confiance» permet d'éviter la multiplication de différents systèmes d'identification, cha-

cun avec ses propres règles (les fameux «comptes», avec identifiant et mot de passe), avec les risques qu'ils impliquent en cas de piratage de mots de passe identiques pour plusieurs comptes d'un même utilisateur. Il restreint ensuite la possibilité pour des intermédiaires commerciaux comme Facebook ou Google de gagner en influence avec leurs propres services d'inscriptions, à l'instar de «Facebook login» – et les captations de métadonnées qui accompagnent ce genre de portail.

La loi est succincte: trente-six articles dont chacun a un titre suffisamment explicite pour indiquer que ses auteurs ont cherché l'intelligibilité au plus grand nombre. Elle fixe des principes à respecter. L'un des plus importants est celui de l'enregistrement décentralisé des données. Il réduira les risques de piratage par le cloisonnement des cibles. Berne se contentera de fournir une infrastructure informatique (clefs de cryptages, identifiants) permettant de prouver que le lien entre une personne physique et son identité telle qu'enregistrée auprès de l'Etat-civil, et exprimée dans un document numérique, est vrai.

Ces bases de données ne seront ainsi pas appelées à grossir au fil des nouvelles adhésions. Si la Rega offre d'émettre sa carte de membre au travers de cette infrastructure dite «de confiance», les données relatives au nombre d'accidents de montagne des détenteurs membres ne seront pas accessibles à la Confédération (art. 10 al. 3). De même, lorsqu'un détenteur utilisera sa carte d'identité pour ouvrir par exemple un compte bancaire, l'émetteur, c'est-à-dire la Confédération, n'en aura pas connaissance (art. 10 al 2). Les données produites par l'application de présentation de l'e-ID ne seront pas enregistrées (art. 8 al. 4).

En termes juridiques, cela signifie que toute utilisation par l'Etat d'une information obtenue en violation de cette règle constituerait une preuve illicite, a priori inutilisable et rendant nulle la décision rendue sur cette base.

D'une sourde méfiance à l'égard de l'Etat comme des «Big Techs», les opposants ne croient pas à ces cautèles. Ils soutiennent que cette loi ouvre la porte à toutes les dérives: surveillance de masse, crédit social à la chinoise, discrimination de la population sur le modèle du pass Covid, commercialisa-

tion des données par la Confédération elle-même...

Il faut juger un projet sur la base de son texte. Les risques de dérives découlent de l'absence de clarté d'une loi, et de sa possible charge idéologique. Nous l'avons souvent dénoncé à propos des lois-cadres environnementales, dont l'application se nourrit d'une agitation bureaucratique auto-gonflante justifiée par des objectifs fixés de manière générale.

Notre avis est que ce projet de loi est suffisamment précis dans les principes qu'il pose pour offrir, sur chaque point potentiellement glissant, la possibilité d'un référendum lorsque la glissade aura commencé. Par exemple, l'art. 25 impose à quiconque accepte l'e-ID comme moyen de preuve d'accepter également les documents d'identité classiques. Cela consacre la dimension facultative de l'e-ID et interdit de recourir à des systèmes de contrôle totalement automatisés. Un kiosquier complaisant pourra toujours vendre un paquet de Marlboro à un adolescent de treize ans.

Ce projet est peut-être la première expression crédible du volet numérique de notre souveraineté. Les dernières décennies ont vu la montée des «géants de la Tech», encore principalement américains. Tik Tok a inauguré l'arrivée des monstres numériques asiatiques. Ils s'assument comme des concurrents des Etats et mènent à leur manière une politique de puissance, comme Elon Musk en Ukraine avec Starlink.

Le territoire de la Confédération abrite l'une des plus grandes places financières du monde et une industrie de pointe, toutes deux cibles d'innombrables convoitises. Dans ce contexte, saluons que la Suisse cherche à se doter d'un outil d'identification de ses résidents à même de garantir que leur identité n'est pas usurpée sur le web. Les opposants dénoncent les possibles évolutions dystopiques. On peut les comprendre. Elles nous paraissent pour le moment sous contrôle.

La Ligue vaudoise votera OUI le 28 septembre prochain.

Félicien Monnier

¹ Prononcer «I-Heidi».

² <https://developers.facebook.com/docs/facebook-login/web/> - page explicative de Meta sur la manière d'installer le script du *Facebook login* pour permettre la connexion à son propre site internet.

“ Nos agriculteurs élèvent leurs bêtes avec amour et passion, pour nous proposer des produits locaux, de la viande et du fromage de qualité pour nourrir les gens d'ici. Pas pour nourrir des loups ou toucher des indemnités.

Christophe Morel, berger du Mont-Tendre, 24 heures, 9 août 2025

¹ Michelle Bouvier-Bron, Anastasia Tsagkaraki, Jean-Philippe Chenaux (dir.), Bernard Ducret, Alexis Krauss, Olivier Meuwly, Karl Reber, *Des Suisses au service de la Grèce*, Editions Favre SA, Lausanne, 2025, 296 p.

² *Ibid.*, p. 191.

Une guerre désastreuse Le Haut-Karabakh IV

Durant le quart de siècle qui sépare l'accord de 1994, mettant un terme provisoire au conflit du Haut-Karabakh, et la reprise de la guerre en septembre 2020, à l'initiative du président azéri Ilham Aliyev, fils et successeur de Heidar Aliyev, le signataire du premier cessez-le-feu, l'Azerbaïdjan, tirant les leçons de sa défaite, va moderniser son armée en la dotant d'un équipement très sophistiqué. Cette course aux armements est rendue possible par la flambée des prix du pétrole sur plusieurs années, flambée qui apporte à l'Azerbaïdjan une manne providentielle réinvestie en grande partie dans le secteur militaire, alors que Bakou constitue depuis longtemps un centre important de production et de transit des hydrocarbures. Parmi les facteurs qui expliquent le déclenchement d'une nouvelle guerre, il faut prendre en considération les échecs répétés du processus de négociations piloté par le Groupe de Minsk, la volonté de revanche des Azéris et leur haine pathologique des Arméniens, ainsi que les velléités expansionnistes de la Turquie du président Erdogan, soutien indéfectible de l'Azerbaïdjan qui est motivé tant par les circonstances géopolitiques du moment que par une étroite parenté linguistique et civilisationnelle.

Si la République d'Arménie dispose, depuis le début des années 1990, d'une alliance militaire avec la Russie censée garantir son intégrité territoriale et prévenir son anéantissement par ses voisins, il n'en va pas de même du Haut-Karabakh, Etat non reconnu et non inclus dans ladite alliance. Ainsi, lorsque l'armée d'Aliyev envahit l'Artsakh, le 27 septembre 2020, les Russes, qui ont maintes fois vendu des armes aux Azéris, tardent à intervenir, malgré les

demandes pressantes de la partie arménienne. Ils cherchent surtout à conserver leur influence au sud du Caucase, soucieux qu'aucun des protagonistes ne l'emporte définitivement. En nette infériorité numérique et technologique, les habitants du Karabakh ne peuvent alors compter que sur l'aide militaire et logistique d'Erevan, d'ailleurs limitée, et sur la mobilisation massive de la diaspora qui collecte des fonds et du matériel médical. De leur côté, les Etats-Unis et les pays européens, empêtrés dans la crise du Covid-19, se contentent de déclarations et de protestations assez molles qui n'ont bien sûr aucun effet sur le terrain.

En comparaison, l'Azerbaïdjan bénéficie de l'assistance pratique de la Turquie, qui lui fournit, outre des experts militaires, plusieurs troupes de djihadistes syriens à sa solde. L'armée d'Aliyev possède également des drones d'origine turque et israélienne lui assurant une écrasante supériorité tactique et toutes les fonctions de l'arme aérienne à moindre coût. Sur le plan diplomatique, Bakou bénéficie du soutien explicite de plusieurs Etats, dont Israël et la Grande-Bretagne. Alors que le choix israélien est motivé par un partenariat stratégique avec l'Azerbaïdjan dirigé contre l'Iran, des intérêts économiques majeurs, spécialement la participation de la compagnie British Petroleum à l'exploitation de gisements pétroliers et gaziers, déterminent la position des Britanniques. Plus surprenante est l'attitude pro-azérie du président hongrois Viktor Orbán, lequel invoque le principe d'intangibilité des frontières. Quoi qu'il en soit, le conflit du Haut-Karabakh, où s'entremêlent des intérêts économiques et géostratégiques complexes, ne saurait s'analyser simplement en termes de «choc des civilisations».

La guerre de l'automne 2020, ou Opération Poing d'Acier selon la terminologie azérie, dure environ un mois et demi et prend fin officiellement le 10 novembre, date d'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu signé sous les auspices de la Russie. Si les pertes militaires de l'Azerbaïdjan sont difficiles à évaluer, vu l'omerta du régime de Bakou à ce sujet, ce conflit s'avère en tout point désastreux pour les Arméniens. Outre le pillonnage à l'artillerie lourde de la capitale Stepanakert et le largage de bombes à sous-munitions et au phosphore blanc, on déplore un important exode des populations civiles arméniennes, réduites à brûler leurs villages au fur et à mesure de l'avancée ennemie. A cela s'ajoutent les lourdes menaces qui pèsent sur le patrimoine culturel arménien dans les zones occupées par l'armée azerbaïdjanaise, coupable de nombreuses atrocités. Mais c'est surtout sur le plan territorial que l'on mesure toute l'ampleur de la catastrophe: non seulement le Karabakh perd les sept districts anciennement azéris qui formaient sa ceinture de sécurité, mais surtout il s'est vu amputé des régions de Chouchi et Hadroud; seul le corridor de Latchine reliant ce pays à l'Arménie a pu être conservé, et cela moyennant la concession par Erevan d'un accès facilitant les communications entre l'Azerbaïdjan et son exclave du Nakhitchevan. En définitive, le Haut-Karabakh se retrouve au terme de l'année 2020 dans une situation bien pire qu'il ne l'était à la fin de l'époque soviétique, sans même disposer de la moindre garantie quant à son statut futur.

Victorieux militairement, le président Aliyev ne pouvait se satisfaire longtemps d'une situation qui laissait

encore deux tiers de la province rebelle en dehors de l'Azerbaïdjan et impliquait la présence de troupes russes en garantie du cessez-le-feu. Or, le déclenchement de la guerre en Ukraine, en février 2022, occupant la Russie sur un théâtre d'opérations qu'elle juge vital, offre au régime de Bakou l'opportunité de régler définitivement la question du Haut-Karabakh. Violant leurs propres engagements, les Azéris interrompent la circulation dans le corridor de Latchine, seule liaison entre le Haut-Karabakh et l'Arménie; plusieurs mois de blocus entraînent alors une catastrophe humanitaire dans l'enclave. Le 19 septembre 2023, Aliyev déclenche l'assaut final, obligeant les autorités sécessionnistes à capituler; peu après, un décret présidentiel annonce la dissolution de la République du Haut-Karabakh. Durant toute cette tragédie, l'Union européenne, qui a passé un important accord gazier avec Bakou, s'est bien gardée de condamner l'Azerbaïdjan officiellement: ici, il n'est pas question d'un agresseur qu'il faut soumettre à des sanctions! Quant à la «communauté internationale», on ne saurait attendre de cette entité bidon qu'elle protège les victimes d'un crime de masse, dès lors que celles-ci n'intéressent pas les grandes puissances.

Alexandre Pahud

Bibliographie: E. Denécé et T. Yegavian (dir.), *Haut-Karabakh. Le livre noir*, Paris: Ellipses, 2022; G. Minassian, *Arménie-Azerbaïdjan, une guerre sans fin? Anatomie des conflits post-soviétiques 1991-2023*, Paris: Passés composés, 2024; T. Yégavian, *Géopolitique de l'Arménie*, Paris: Editions BiblioMonde, 2023.

Un conte militaire de Carl Spitteler

Mariquita, c'est l'histoire d'un homme qui se réjouit de mourir. Belle comme une émeraude brute, la nouvelle de Carl Spitteler s'ouvre sur la scène où le personnage principal, don Rodrigo, apprend par son médecin qu'il est atteint d'une maladie mortelle. Cette perspective de sa mort prochaine le délivre «du souvenir qui empoisonne son existence».

La suite est un long retour en arrière. Narrée à la première personne du singulier, parue en feuilleton en 1880, cette nouvelle n'avait jamais été traduite en français. Elle relate les aventures d'un jeune officier espagnol en Amérique du Sud.

Fait remarquable, Spitteler est mentionné comme traducteur. L'auteur serait don Rodrigo lui-même. Bien évidemment, il s'agit là d'un jeu de masque destiné à donner à son récit d'aventure entièrement fictif une apparence ethnologique et réaliste, apparence que l'écrivain lui-même regardait sans doute avec une certaine ironie. C'est qu'il faisait avant tout confiance à l'intelligence des lecteurs de son temps, certainement friands des histoires exotiques, mais néanmoins capables de percer le vrai sujet de la nouvelle, à savoir celui d'un homme terrassé et anéanti à vie par une histoire d'amour malheureux et tragique.

En 1880, Spitteler n'avait que trente-cinq ans. C'était le début de sa carrière

littéraire, il ne voyageait pas ou peu et, à ma connaissance, il ne maîtrisait pas l'espagnol. Ce fils d'une famille bâloise n'avait encore rien publié. Après ses études de théologie, il avait été un temps précepteur à Saint-Pétersbourg.

Contrairement à ce qui est dit dans la postface, le lieu où se déroule l'action de cette nouvelle n'est nullement essentiel. Non pas que Spitteler soit totalement indifférent aux mœurs et à la vie des tribus indigènes sous la colonisation, qu'il dépeint de manière plutôt réaliste, mais sa nouvelle nous plonge surtout dans le monde viril des jeunes soldats et leur goût de l'aventure. Il est question de rivalité, de conquête de femmes, de trahison, de vengeance, de duel et d'épreuve physique. Don Rodrigo partage sa chambre avec don José. Ils sont considérés comme amis. En réalité, don Rodrigo n'a pas beaucoup d'estime pour lui, un être «irrévérencieux» et «cynique», qui cherche les aventures amoureuses pour «satisfaire à sa distraction et à son amour-propre».

Lennui aidant, et pour passer le temps, don José organise un voyage en bateau sur le rio Negro à l'initiative de doña Inez, une beauté créole, «la plus belle señora de la ville», que les deux hommes se disputent. Ce voyage vire au cauchemar pour don Rodrigo au moment où il tombe en disgrâce aux yeux de doña Inez pour être intervenu en faveur d'une jeune

indienne qui refuse de se mettre à genoux devant la señora. Afin d'obtenir le pardon de doña Inez, il accepte de passer trois jours et trois nuits dans la jungle sans armes et sans défense, où il est rejoint par la jeune indienne Mariquita, la même qu'il a sauvée du fouet. A partir de là, c'est une histoire d'amour absolu entre elle et lui et de haine irréversible entre lui et don José qui a profité de son absence pour obtenir les faveurs de la señora.

Dans la postface, on peut lire en guise de conclusion: «Le fait qu'une vision critique de la colonisation ait été adressée au public bourgeois germanophone et que le miroir de son propre racisme, de sa propre misogynie lui ait été tendu demeure aussi remarquable qu'extraordinaire.»

Au regard du texte, et du texte uniquement, on est forcé de constater que

cette interprétation ne repose sur rien ou presque. En fait, c'est un cas typique d'interprétation excessive. Un texte, littéraire *a fortiori*, dit ce qu'il dit et ne dit pas ce qu'il ne dit pas. A partir de là, il y en a qui savent tout et ne comprennent rien. Toujours est-il qu'on ne trouve nulle trace de critique colonialiste dans *Mariquita*, rien qui permet d'en déduire une approche anti-colonialiste, voire anti-raciste, ni d'ailleurs le contraire. Il est dommage que Carl Spitteler ne soit plus là pour répondre à la question. En tous les cas, il mériterait mieux que ces élucubrations de féminisme, d'anti-racisme et d'anti-colonialisme.

Lars Klawonn

Carl Spitteler, *Mariquita Une nouvelle de la forêt vierge sud-américaine*, Infolio, 2025.

Référendum contre l'imposition individuelle

En prétendant corriger la lourde pénalisation fiscale des couples mariés par l'impôt fédéral direct, le Parlement veut passer à l'imposition individuelle. Non seulement cette réforme défavorise les couples à revenus inégaux, mais elle impose une monstrueuse réforme bureaucratique

de tous les régimes fiscaux cantonaux. Le référendum court jusqu'à début octobre. **Signez et faites signer le référendum. Une feuille de signatures est encartée dans la présente édition.**

Réd.

La colère et les algorithmes

*Les Ingénieurs du Chaos*¹, de Giuliano da Empoli, traite du populisme, de ses méthodes et de ses figures les plus controversées, Beppe Grillo, Jair Bolsonaro, Boris Johnson, Javier Milei, Donald Trump, Viktor Orbán, Nigel Farage, les Gilets jaunes. L'auteur analyse avec un soin particulier le populisme italien du *Mouvement Cinq Etoiles*, fondé en 2009. Il est vrai que les innombrables scandales mis à jour en 1990 par les opérations «Mains propres» avaient idéalement préparé la réaction populiste dans l'esprit du peuple italien.

Les populistes veulent premièrement mettre le système politique en pièces, en particulier le parlement, et lui substituer un régime plus transparent, plus honnête, plus proche du peuple. Et pour cela, ils vont utiliser les rancœurs de toutes sortes qu'éprouve le citoyen ordinaire à l'égard du pouvoir. Autrefois, dit Empoli, l'Eglise fournissait un exutoire à cette colère populaire. Puis ce fut le rôle des partis révolutionnaires de masse. Aujourd'hui, ce sont les mouvements populistes *surfant* sur internet.

Le *blog* de Beppe Grillo met au pilori l'administration italienne, intrusive et coûteuse, dénonce les parlementaires obsédés par leurs priviléges et les intérêts de leur clientèle, les «élites» cupides, dépravées et corrompues parasitant les honnêtes travailleurs, les désordres et les complots de toutes sortes. Il y a du vrai dans ces dénonciations, mais aussi des simplifi-

cations trompeuses, des exagérations grotesques, des mensonges purs et simples, sans parler des insultes, des grossièretés et des répétitions obsessionnelles, dont les plus percutantes se transforment en slogans et occupent tout l'espace numérique.

Il ne s'agit pas d'un combat d'idées. Les arguments logiques et les précisions factuelles n'intéressent pas les réseaux sociaux. L'important n'est pas la vérité ou la fausseté de telle affirmation, mais sa contribution à l'ambiance générale de mise en accusation du monde officiel. Ces accusations s'étayent elles-mêmes par le fait qu'elles sont mille fois reprises et approuvées par d'innombrables «clics».

C'est ce fond irrationnel qui permet au président Donald Trump d'affirmer n'importe quoi un jour et son contraire le lendemain sans autre effet que d'augmenter le nombre de ses partisans. Ses excès, ses bourdes et son culot illimité renforcent son succès en le faisant apparaître vivant, amusant et créatif. Le peuple des spectateurs se réjouit d'admirer sa prochaine vacherie. La politique devient une émission de télé-réalité, un domaine dans lequel il est passé maître.

Internet permet non seulement de radicaliser la colère du peuple, mais aussi de la trier et de l'utiliser: le traitement des données personnelles récoltées à partir du *blog* est à ce point perfectionné et ces données sont à ce point nombreuses

qu'il est possible d'envoyer à chaque internaute un message qui semble rédigé exprès pour lui. En ciblant bien ce qui leur tient à cœur, on peut induire deux individus de tendance diamétralement opposée à déposer le même vote.

Les fondateurs des *Cinq Etoiles*, un comique et un informaticien, ne défendent pas d'idées politiques particulières. Ils ne présentent pas de programme, hormis quelques revendications de Café du Commerce sur l'écologie et le numérique. C'est une démocratie directe, permanente et immédiate, où la position du Mouvement se décide en temps réel au gré des clics. A la limite, on n'a plus besoin d'un parlement, ni même d'un gouvernement. Il suffit d'un *webmaster* génial et de quelques informaticiens virtuoses. Et rien n'est plus facile que de devenir membre des *Cinq Etoiles*. Il suffit d'entrer dans le *blog*.

Mais dans cette démocratie électronique, les cliqueurs ne forment pas une communauté de vie. Ils ne se réapproprient pas leur destin collectif, une des promesses du populisme. Chaque cliqueur est isolé. Seuls décident ceux qui détiennent les algorithmes et exercent la vue d'ensemble. Et pour radier un membre qui dérange, pas besoin de mise en accusation, pas besoin d'opération «Mains propres». Il suffit de couper son accès au *blog*. En ce sens, cette démocratie est aus-

si une dictature. Da Empoli parle d'«une vocation explicitement totalitaire».

Au fil de la lecture, on en sait plus sur ces stratégies discrets qui inspirent, conseillent et parfois dirigent ceux qui occupent le devant de la scène. Pour Beppe Grillo, c'est Gianroberto Casaleggio. Pour Donald Trump, c'est Steve Bannon, penseur et acteur de l'internationale des populismes. Derrière Viktor Orbán, voyez Arthur Finkelstein. Derrière Nigel Farage, c'est Dominic Cummings, incarné par Benedict Cumberbatch dans le téléfilm *Brexit: The Uncivil War*.

L'auteur de ce livre stupéfiant ne parle pas de la Suisse, si ce n'est par une ou deux mentions de Davos, ce symbole d'un ordre libéral moribond. Pourtant les similitudes et les différences de l'Union Démocratique du Centre avec les autres mouvements populistes mériteraient d'être étudiées. Cela mettrait notamment en lumière le rôle d'exutoire, mais aussi de pondérateur et d'équilibrant que jouent dans la Confédération le fédéralisme et la démocratie directe.

Olivier Delacrétaz

¹ Paru en 2019 chez Gallimard. Lire aussi «Le Mage du Kremlin», un roman paru en 2022, consacré à la pratique du chaos si bien maîtrisée par Vladimir Poutine. Et lire encore «L'Heure des Prédateurs», paru cette année, qui décrit le grand remplacement des politiciens démocrates par les maîtres du numérique et de l'intelligence artificielle.

Quand la table enseigne à marcher dans le monde

Je revois ma grand-tante, silhouette penchée sur la nappe blanche, un léger tremblement au poignet quand elle posait la carafe d'eau. Avant chaque repas, elle gardait un court silence, le regard ancré vers le jardin. Nous, les enfants, nous frémisions, la fourchette déjà prête à bondir. Elle nous rappelait d'un simple geste: «On attend que chacun soit prêt.»

Elle ne lisait pas de traités de morale, n'avait jamais entendu parler de «savoir-vivre» comme d'un concept. Pour elle, c'était une respiration naturelle. A table, elle nous enseignait tout sans discours: la retenue, la lenteur, le respect du silence. Ce n'était pas une mise en scène, mais un fil invisible qui reliait les âmes avant même que la soupe ne frémisse.

Aujourd'hui, nous croyons que l'authenticité se mesure au volume de la voix, à la rapidité des reparties, à l'audace de tout dire, tout de suite. Nous confon-

dons la liberté d'expression avec la liberté de heurter. Nous applaudissons celui qui «ose», celui qui «brise les tabous», celui qui «n'a pas de filtre».

Mais avons-nous oublié que la première liberté est celle que l'on exerce sur soi? La liberté de ne pas tout dire, de ne pas interrompre, de ne pas dominer l'espace sonore. A table, ma grand-tante me montrait que la vraie force n'est pas dans l'assiette vide la première, ni dans l'histoire la plus drôle criée par-dessus les autres, mais dans le regard offert à celui qui n'ose pas parler.

Quand un convive attend poliment que tout le monde soit servi avant de prendre son couteau et sa fourchette, il nous apprend à nous tenir dans le monde. Quand un enfant apprend à poser sa fourchette entre deux bouchées, il apprend déjà à faire une place aux hésitations d'autrui. Quand un adulte se tait

pour écouter un récit maladroit, il édifie sans le dire la charpente même d'une civilisation.

Nous prétendons enseigner la citoyenneté dans les écoles; nous oublions d'apprendre à saluer avant de parler, à écouter avant de convaincre. Nous organisons des débats, des assemblées, des conseils: souvent, ils se transforment en joutes d'ego, chacun coupant la parole comme on taille une haie trop haute.

A table, tout est déjà là. Le silence partagé, la patience, la discréction, la capacité d'honorer la présence de l'autre avant de s'imposer soi-même.

Un vieux paysan de mon village me disait: «Quand tu sers un verre à quelqu'un, tu sers un peu de toi-même.» Cette phrase m'accompagne comme une prière secrète. Servir un verre, offrir une part de pain, poser une question lente, tout cela est un peu la même chose: dire à l'autre qu'il existe, qu'il est accueilli, qu'il n'est pas seul.

Stendhal notait que la véritable élégance consiste à ne jamais gêner personne et Montesquieu rappelait que la force véritable est celle qui fait aimer. Nous avons perdu cette force tranquille. Nous préférions l'emportement, le choc, la victoire immédiate.

J'ai vu, dans des assemblées communales, des voix trembler parce qu'elles n'avaient jamais été entendues. J'ai vu des regards se baisser sous le poids d'un sarcasme lancé trop vite. J'ai compris alors que le savoir-vivre n'est pas un supplément d'âme: il est la condition pour que chaque parole trouve un sol où germer.

Nous croyons que la politesse est un masque bourgeois; elle est en réalité une forme laïque de charité. Bernanos écrivait que l'enfer, c'est de ne plus aimer. Peut-être est-ce aussi ne plus saluer, ne plus

attendre, ne plus écouter. Quand disparaît la bienséance, même minime, c'est le visage même de l'humanité qui s'efface.

Dans la maison de ma grand-tante, la table devenait un sanctuaire. Un espace où chaque geste comptait, où la moindre pause avait le poids d'une prière, où le regard n'était jamais un projecteur, mais une lampe basse, posée pour accueillir.

Si nous voulons rebâtir une société digne, il faudra peut-être commencer par reprendre ces rites minuscules: le pain rompu sans empressement, le verre tendu sans bruit, la phrase laissée inachevée par humilité. Et, avant toute revendication, le salut. Avant toute explication, le souffle. Avant tout verdict, la main ouverte.

Ce que j'ai appris à table, je le transmets maladroitement, dans les classes, dans les réunions, dans les couloirs d'école. Ce n'est pas une doctrine, mais une lente invitation: «Nous avons tous une faim, mais nous n'avons pas tous la même urgence.»

Ainsi, jour après jour, silence après silence, regard après regard, nous pourrons peut-être sauver cette étoffe invisible qui nous rend plus que vivants, simplement humains.

Yannick Escher

LA NATION

Rédaction

Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier

Edition

Ligue vaudoise

Pl. Grand-Saint-Jean 1 / 1003 Lausanne

Tél. 021 312 19 14

(le lundi de 8h30 à 12h30 et de 13h à 14h)

courrier@ligue-vaudoise.ch

www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

Vaud, champion trop discret de la prospérité suisse

En 2024, le Canton de Vaud a versé 3,58 milliards de francs d'impôt fédéral direct (IFD) à la Confédération, se plaçant juste derrière Genève (4,497 milliards) et loin devant Berne (1,7 milliard), alors même que Zurich, pourtant plus peuplé, n'a contribué «qu'à» 5,575 milliards. Rapporté à la population, le Vaudois génère 3'566 francs d'IFD par an, un montant supérieur à celui du Zurichois (3'436 francs) et très loin devant le Bernois (1'584 francs). Sur la période 2021-2024, Vaud affiche une moyenne de 3'529 francs d'IFD par habitant, contre 3'310 francs pour Zurich et 1'575 francs pour Berne,

Genève étant loin devant avec CHF 6'131¹.

Cette pole position de l'arc lémanique en termes de contributions fiscales à la Confédération ne se traduit pourtant pas dans les investissements, en particulier dans le rail et les autoroutes. Vaud, longtemps perçu comme une cigale, s'affirme aujourd'hui comme un pilier de la prospérité helvétique, nous espérons qu'il retrouvera aussi la place éminente qu'il a tenue jusque dans les années 1990 en matière politique.

Olivier Klunge

¹ Cf. Newsletter du Centre patronal du 11 juillet 2025.

Le F-35A ou rien

Les avis divergent sur le nombre de répétitions nécessaires pour qu'une pratique devienne une tradition. Il semble néanmoins qu'acheter un avion de combat en faisant un psychodrame politique en soit bientôt une. Avec nos 8 millions d'experts en aéronautique militaire, il aurait pourtant été surprenant qu'il en soit autrement avec le F-35A.

Prix fixe ou pas, l'avenir dira qui entre la Suisse ou les Etats-Unis avait raison. Mais il est fort probable que le coût du programme d'acquisition aurait connu les mêmes tendances inflationnistes avec un autre modèle d'avion. A l'heure où l'Europe s'engage à investir 5% de son PIB dans sa défense, tout en continuant à soutenir l'Ukraine et sans pour autant en avoir tiré toutes les conséquences en termes d'économie de guerre, le jeu de l'offre et de la demande fait exploser les prix et les délais. Le prix d'un obus d'artillerie a par exemple quintuplé depuis 2022. Dans ce domaine, la Suisse et ses petits volumes d'achat ne peut prétendre influencer les prix, ni même faire partie des clients prioritaires.

Pour ne mentionner que les avionneurs ayant répondu au cahier des charges helvétique dans la dernière procédure d'évaluation: le français Dassault peine à livrer son Rafale dans les temps en raison d'un carnet de commandes particulièrement rempli. Le consortium Eurofighter ferme les unes après les autres les lignes d'assemblage d'un appareil déjà ancien, faute de commandes, les gouvernements donnant la priorité au F-35. Impossible en cas d'achat de garantir la disponibilité de pièces détachées durant plusieurs décennies. Ne parlons même pas du F/A-18 Super Hornet de l'américain Boeing, dont nous aurions été le seul utilisateur avec l'Australie et le Koweït qui en possèdent quelques exemplaires, et l'US Navy qui le remplace progressivement par les F-35B et C. Impossible ici de bénéficier d'économies d'échelle ni de réduire certains coûts en créant des synergies avec nos voisins. Le suédois Saab, qui a retiré

son offre de la procédure d'évaluation, connaît quant à lui des défis croissants liés à une chaîne logistique en tension et seuls quelques Gripen sont actuellement opérationnels.

Quo qu'il en soit, avec ses appels à suspendre le programme d'acquisition, le dernier épisode médiatique et politique sur l'achat du F-35A se distingue par une grande absente: une discussion honnête sur la menace, les besoins et les capacités opérationnelles. A cet égard, la guerre qui sévit en Europe depuis 2022 confirme pourtant largement la pertinence du choix fait en 2021.

La capacité d'alerte précoce fournie par l'avion de Lockheed Martin et sa capacité de fusionner les données de plusieurs types de capteurs sont un atout décisif, notamment contre une menace aérienne qui n'est plus l'apanage de quelques Etats. La guerre en Ukraine ou le conflit irano-israélien consacrent en effet la démocratisation de missiles balistiques et de croisière ou de drones à longue portée et à faible niveau technologique, type *Shahed*, qu'il est désormais aisément de fabriquer n'importe où et à moindre coût, y compris par des acteurs hybrides. Pour un pays comme la Suisse qui n'a aucune profondeur stratégique lui permettant d'anticiper une telle menace et qui ne dispose pas d'une flotte d'avions de guet aérien, les capacités supérieures de renseignement du F-35A, seul avion de 5e génération en lice dans l'évaluation, changent largement la donne.

La furtivité du F-35A permet quant à elle d'évoluer dans un espace *a priori* non permis aux appareils de génération précédente. Israël en a récemment fait une démonstration en Iran. Il est bien plus économique de détruire un lanceur ou une usine de drones à la source que d'attendre que les drones arrivent en épuisant nos systèmes de défense sol-air, pour ne prendre que cet exemple. Actuellement, à part l'engagement aventureux de forces spéciales ou d'hypothétiques partisans loin dans l'avant terrain, l'Armée suisse ne dispose d'aucun autre moyen d'avoir un effet cinétique dans la profondeur ad-

verse. La furtivité permet d'autre part d'avoir un rapport de supériorité vingt fois plus élevé en combat aérien avec un avion de génération précédente et d'appuyer efficacement la manœuvre des forces au sol dans un espace de bataille de plus en plus saturé par les systèmes de défense sol-air à courte portée et les effets de la guerre électronique.

Alors certes, nous pourrions attendre la production d'un avion de 5e génération européen pour bénéficier des mêmes performances sans dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Mais il n'y en a pas. En retard, l'Europe a fait le choix de sauter une génération et de développer directement la 6e avec le SCAF (France/Espagne/Allemagne) ou le TEMPEST (Grande-Bretagne/Italie/Japon). Ils ne seront néanmoins pas opérationnels avant des décennies et leur développement butte régulièrement sur les intérêts divergents des pays prenant part aux programmes. Du reste, alors que nos voisins réorientent tous leurs acquisitions vers des avions de 5e et 6e génération, l'achat d'un avion d'une 4e génération arrivant aux limites de son potentiel de développement serait un pari et une vulnérabilité que nous serions les seuls à assumer.

En 2014, il ne s'agissait que de remplacer les F-5 Tiger. Aujourd'hui, il s'agit de savoir si nous voulons encore

une armée capable de remplir ses missions à la fin de la décennie. Vu l'âge vénérable des F/A-18 Hornet bientôt à bout de souffle, la situation de l'industrie de défense occidentale et un horizon stratégique qui se dégrade bien plus vite que nous le voudrions, il n'y a pas d'autre solution que le F-35A.

Alors certes, se préparer à la guerre a un prix, mais la dissuasion c'est aussi montrer qu'on est prêt à se protéger quoi qu'il en coûte. Nous avons un retard immense à rattraper dans ce domaine. La *NZZ* articulait des dividendes de la paix autour de 140 milliards. Le document «Renforcer la capacité de défense»¹ publié par l'Armée en 2024 parle lui de 40 milliards de francs pour remplacer les systèmes qui arriveront à la fin de leur durée d'utilisation ces prochaines années, tout en constituant de nouvelles capacités, et 10 milliards supplémentaires pour reconstituer des réserves de munitions aujourd'hui réduites à leur portion congrue. Le temps presse et contrairement à l'argent, il ne se regagne pas.

La disparition des forces terrestres a été évitée de justesse avec le renouvellement des systèmes d'artillerie et le prolongement de la durée de vie des chars Léopard votés dans le programme d'armement 2025. Evitons maintenant de faire disparaître les forces aériennes.

Edouard Hediger

¹ www.vtg.admin.ch/fr/objectifs-et-strategie-de-larmee-suisse-du-futur



La monarchie reprend sa place

Face aux angoisses qu'éveillent les guerres commerciales et les conflits militaires, beaucoup de braves gens à l'âme sensible aiment se réfugier dans des histoires de gentils petits animaux attendrissants, rassurants et réconfortants. Genre vidéos de chatons sur les réseaux sociaux. Les braves gens à l'âme sensible répètent d'ailleurs à qui veut l'entendre que les animaux sont plus civilisés et moins cruels que les êtres humains.

LE COIN DU RONCHON

C'est ainsi que, durant cet été, alors que nous n'entendions plus trop parler des troupeaux de moutons décimés par les loups, la presse nous a tenus en haleine avec l'affaire d'un chat décapité et jeté dans le jardin de sa propriétaire à Schaffhouse; alors que la police lançait une chasse à l'homme, un vétérinaire a conclu que l'assassin était une bête sauvage¹. Dans le Canton de Zoug, c'est un chien qui a dû être achevé après avoir été égorgé par un castor. Au zoo de Leipzig, trois bébés tigres ont été abandonnés par leur mère après leur naissance et ont dû être euthanasiés. Un autre zoo, au Danemark cette fois, a proposé de récupérer des animaux de compagnie pour nourrir ses fauves – solution présentée comme une «alternative éthique» respectant la chaîne alimentaire naturelle. La

gent animale s'évertue à se moquer des amateurs de chatons et du véganisme. On nous pousse au développement du râble.

Les seuls animaux qui semblent bien se porter, selon des chercheurs norvégiens, ce sont les ours polaires. «*Ils restent en bonne santé et en bonne condition physique, ils se reproduisent, ils vont mieux que nous ne le craignons.*» Les experts tentent de se rattraper en ajoutant aussitôt que cela ne va pas durer et que les photos d'ours agonisants que l'on nous montre depuis des années seront bientôt vraies, cette fois c'est promis. Mais en attendant, cette bonne santé ursino-arctique va tout de même donner des ailes à l'infâme climato-scepticisme rampant qui rôde parmi nous... et qui semble s'être infiltré jusque dans les colonnes de *24 heures* où l'on a pu lire, alors que montaient les températures d'août, que «la chaleur revient, mais ne devrait pas s'installer durablement». Et nous qui pensions naïvement que c'était le contraire, que la chaleur serait durable parce que notre société ne l'était pas assez...

Et puis il y a les lions. Ceux du zoo de Servion, qui posent majestueusement sur une affiche ainsi libellée: «La monarchie reprend sa place.» Ça c'est durable.

¹ Note à l'intention des amateurs d'Alain Chabat: il est doublement faux d'affirmer que «les animaux ça mange les corps».

Pourquoi choisir?

Le Pays de Vaud et l'Angleterre entretiennent, au fil des siècles, une relation harmonieuse et constructive. Pierre II de Savoie, notre premier prince après la Bourgogne transjurane, a brillé à la cour outre-Manche et y a gagné de l'argent. La cathédrale de Lausanne ressemble à celle de Salisbury, toutes deux étant les plus beaux sanctuaires gothiques que l'on puisse admirer. Au XX^e siècle, les diplomates des deux Etats, peu désireux de se fondre dans une Europe étroitement continentale, ont mis en place l'AELE. Aujourd'hui, notre plus noble famille a un pied chez nous et un pied à Londres.

Il se trouve que j'aime le chasselas et que j'aime le whisky. Un jour que j'évoquai ces penchants en fortuite compagnie, un quidam m'a demandé laquelle de ces boissons avait ma préférence. Question doublement stupide!

Et d'un: on peut aimer plusieurs choses à la fois (on ne parle pas là du lien conjugal). Quel est le meilleur

mets, de la coquille Saint-Jacques, du foie gras, du papet ou du gruyère vieux? Qui est le plus grand compositeur, de Monteverdi, Bach, Haydn, Mozart ou Schubert? Tous, bien évidemment.

Et de deux: pour la boisson tout dépend de la circonstance. Un chasselas vaudois bien frais est insurpassable à l'heure de l'apéritif, sous la tonnelle ou dans le secret d'une cave. Il est parfait, dans sa vivacité, avec une entrée légère et avec un poisson. Il revient en force avec le fromage: ah! un dézaley accompagnant un vacherin de la Vallée! Le whisky, lui, attend son moment. C'est vers les cinq-six heures, au retour d'une marche dans la bruine automnale, si possible devant un feu de cheminée, qu'il déploie tous ses arômes chaleureux. Puis après le repas, il vous relance, plus moelleusement qu'un digestif, vers une longue soirée où l'on refera le monde.

C'est dit: l'un et l'autre. Santé!

J.-F. Cavin